Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 18 (1996)

Artikel: L'Union parlementaire européenne et son écho en Suisse au lendemain de la guerre

Autor: Jílek, Lubor

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1078084

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.09.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'*Union parlementaire européenne* et son écho en Suisse au lendemain de la guerre

Lubor Jílek

Protéiforme et mal connu, le fédéralisme européen et son écho en Suisse n'en apparaissent pas moins révélateurs du climat d'après-guerre: le thème d'Europe unie put susciter un vif intérêt dans les milieux attachés au repli, mais appeler des réserves de fond là où l'on défendait l'urgence de rouvrir la Suisse aux échanges avec l'extérieur. En comparant l'influence des associations militantes dans le pays, il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'elles ont chacune un double versant, de par leur implantation dans presque toute l'Europe occidentale[1].

Composante essentielle du militantisme fédéraliste, l'*Union parlementaire européenne,* formée à Gstaad en juillet 1947, ne manque pas dès le départ de se prévaloir d'une tradition: son secrétaire général, Richard de Coudenhove-Kalergi, signa dès 1923 un livre justifiant le bien-fondé d'un projet nommé *Pan-Europe.* Essayiste autrichien naturalisé en France et rentrant d'un long exil à New York, il choisit, dans le sillage du discours de Winston Churchill à Zurich (septembre 1946), de se tourner vers les parlementaires des pays échappant à l'influence soviétique, dans l'idée de les rassembler dans un vaste effort de propagande légitimant un projet de parlement européen. Son objectif est en effet de réunir un nombre suffisant de parlementaires en une assemblée supranationale qui, conjointement à la diplomatie américaine, exercerait une pression déterminante sur les gouvernements d'Europe occidentale: il estime qu'en vertu de sa légitimité, l'assemblée se proclamerait européenne et, du coup, s'imposerait comme une constituante.

A l'aide de sa notoriété, Coudenhove imprime à l'*Union* pratiquement tous les traits qui font sa spécificité, au point que l'on tend à confondre l'homme et l'association. Il entend en particulier tourner le dos non seulement aux milieux intellectuels mais également aux partis politiques, aux milieux d'art et d'affaires, voire au militantisme fédéraliste ne relevant pas de l'*Union parlementaire.* Il s'agit là, il est vrai, de vecteurs de légitimité qu'il avait tour à tour interpellés durant les années vingt et trente.

En Suisse, l'action de l'*Union* provoque une réaction double. Celle d'abord des milieux parlementaires eux-mêmes qui se montrent assez

1 Voir, en fin de cette esquisse, les sources documentaires et les travaux d'historiens sur lesquels elle s'appuie.

favorables à la première démarche de Coudenhove: le comte les interroge, fin 1946, sur l'opportunité de créer une fédération européenne – dans le cadre des Nations unies. Bien que la Suisse demeure en dehors de l'ONU, les non explicites qu'il recueille sont très rares dans les deux Chambres, tandis que 45% des conseillers aux Etats et 51% des conseillers nationaux disent oui à Coudenhove, en raison sans doute des ambiguïtés et des non-dits propres à la question qu'il leur a posée. Des réserves de fond commencent à apparaître lorsqu'il s'agit de constituer une délégation suisse pour le Ier Congrès de l'*Union,* qui doit se tenir à Gstaad en septembre 1947. En réalité, Coudenhove ne peut compter que sur deux types d'appuis ponctuels en Suisse: trois ou quatre conseillers nationaux originaires de l'Oberland bernois d'une part (le IIe Congrès de l'*Union* se tiendra en septembre 1948 à Interlaken) et, de l'autre, de très rares députés parmi ceux qui sont actifs dans le domaine de la politique étrangère. Ceux-là viennent à Gstaad en observateurs prudents, avec en tête Ernst Bœrlin, avocat radical de Pratteln, afin de sonder les virtualités de soutien pour leurs objectifs propres.

Devant une telle réticence, l'évolution qui se dessine dans l'analyse du Conseil fédéral attire davantage l'attention de l'observateur d'aujourd'hui, ceci pour une raison de conjoncture, et une seconde qui relève du débat interne au Département politique fédéral.

Date charnière sous plusieurs aspects, juin 1947 marque un tournant. La décision d'entrer dans la négociation du Plan Marshall conduit en effet le Département à suivre de près les projets d'Europe qui commencent à proliférer ici et là, en marge des milieux officiels. Devant le Conseil fédéral, Max Petitpierre appuie d'abord la demande de Coudenhove d'établir à Gstaad le siège de l'*Union.* Il n'y a rien d'étonnant à ce que le choix tranche d'avec la prudence qu'on avait affichée à l'adresse du comte jusqu'en 1946: lorsqu'il était exilé, Coudenhove sollicitait en effet le consulat général de New York, à la fois directement, et par un discours militant qui mettait systématiquement en avant la référence du fédéralisme suisse pour l'avenir de l'Europe, en passant sous silence les traditions de neutralité du pays.

Ce qui nous paraît plus problématique, c'est que l'ouverture de principe manifestée au Département et, en particulier, à la Division des organisations internationales, continue de bénéficier à une ONG et à un homme qui ne dissimulent nullement leur allégeance à une Europe anglo-américaine, jusque dans ses conséquences politiques et militaires. Un écart se creuse en effet entre, d'une part, le discours de Coudenhove sur le pays du modèle fédéraliste dans la grande Europe de demain et, de l'autre, une analyse doublée d'un comportement qui anticipent avec force sur le partage du continent en zones d'influence. Il subsiste là un point d'incertitude, non pas tant à propos de l'attitude envers l'Union soviétique – là, Coudenhove n'a

plus varié depuis le début des années trente –, mais en raison de ses réserves à l'égard de l'Allemagne, à laquelle il conteste toute perspective d'unité nationale. Les solutions qu'il propose pour associer les trois secteurs occidentaux à l'Europe libérale s'apparentent en effet aux outrances qui, jusqu'en 1948, ont cours tant à Paris qu'à Moscou.

Au Département politique, ce décalage a donné lieu à un échange de vues espacé sur une dizaine de mois précédant le blocus de Berlin. La politique d'ouverture et d'accueil demeure cependant inchangée, à l'adresse d'une association et d'un homme auxquels on semble prêter l'oreille dans les chancelleries, notamment à Paris et à Washington. Du reste l'*Union* s'affirme-t-elle alors comme une force d'impulsion dans la gestation d'un Conseil de l'Europe.

Par-delà l'accueil contrasté de Coudenhove à Berne, l'Union fait naître trois types de réactions dans le pays. Dans les milieux universitaires, les grandes voix du civisme helvétique se montrent réservées sinon obstinément muettes à l'égard de l'*Union* et de son projet d'Europe, quitte à soutenir d'autres associations européennes. Dans les milieux du militantisme internationaliste en revanche, on voit persister une attitude d'opposition, voire d'hostilité: on n'est pas près d'oublier le Coudenhove autoritaire d'avant-guerre, ni ses attitudes trop incertaines dans le domaine du parlementarisme et des libertés individuelles. Mais à l'inverse, ce qui demeure, c'est un réseau de fidélités personnelles acquises de longue date à Coudenhove. On ne saurait sous-estimer l'importance de ses appuis individuels, en particulier dans le milieu du barreau et des affaires, à Zurich et à Bâle. Mais l'influence à Berne de ces soutiens qui remontent pour l'essentiel à l'avant-guerre sans traduire pour autant l'appui de quelque grande entreprise, semble très réduite.

Au total, les attitudes que suscita en Suisse l'action de l'*Union* relevaient d'une grande réserve dans les journaux et d'une extrême prudence dans les milieux parlementaires. Le dispositions favorables du Département politique se sont progressivement estompées, devant l'évidence du parti pris de Coudenhove dans le conflit en cours entre les deux grandes puissances. Pour l'opinion commune enfin, l'action du secrétariat général à Gstaad devait probablement relever du cas banal d'une ONG internationaliste qui, avec l'assentiment du Conseil fédéral et l'appui de quelques personnalités, aspire à rayonner à partir de la Suisse sur toute l'Europe, sans guère chercher à consolider son assise dans le pays.

Le chantier qui reste ouvert dans cette perspective est donc bien celui des perceptions mutuelles entre Coudenhove et ses interlocuteurs en Suisse. C'est là, me semble-t-il, qu'il convient de chercher une explication aux écarts entre le discours et l'image d'un côté, et le comportement politique

concret de l'autre. Sur le terrain mouvant de la guerre froide dans ses débuts, beaucoup était dans la nuance, entre le gouvernement fédéral et une ONG aux ambitions continentales. Or il semble bien que le ton volontiers autoritaire qui se fit entendre dans l'invocation du précédent fédéraliste ne devait qu'aggraver les conditions de réception du message dans les milieux politiques de la Confédération.

Sources d'archives

Archives fédérales suisses, Berne

Département politique fédéral, 2001 (D) 2, vol. 136; 2001 (D) 3, vol. 27 et 270; 2001 (E) vol. 1/227, 231, 232 et 235.

Europa-Union Schweiz, Fonds privés, J.II.110

Fondation Archives Européennes, Genève

Richard de Coudenhove-Kalergi, fonds AP 2: Correspondance générale, Congrès de Gstaad (1947), Congrès d'Interlaken (1948).

Sources publiées

L'Action fédéraliste européenne, Neuchâtel, 1946–48, 10 numéros.

Der Europäer (devenu *Europa* en janvier 1946): *Organ der Europa-Union,* Bâle, I (1935) et ss., mensuel.

Lipgens, Walter *et al., Documents on the History of European Integration,* Berlin, Walter de Gruyter, 1985–91, 4 vol. (années 1939–50).

Coudenhove-Kalergi, Richard N. de, *J'ai choisi l'Europe,* Paris, Plon, 1952, 356 p.

Travaux

Hick, Alan, «The European Movement and the Campaign for a European Assembly, 1947–50» (Thèse de doctorat) Florence, Institut universitaire européen, 1981, 492 f.

Posselt, Martin, «Richard de Coudenhove-Kalergi und die Europäische Parlamentarier-Union: die parlamentarische Bewegung für die 'Europäische Konstituante', 1946-52» (Thèse de doctorat) Université de Graz, 1987, 615 f. (A paraître prochainement chez Oldenbourg, à Munich.)

Jílek, Lubor, *L'esprit européen en Suisse de 1860 à 1940,* Genève, Cahiers d'histoire contemporaine, 1990, 104 p.

Id., «Parlementaires et projets d'Assemblée européenne en 1946–48», dans *Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe,* actes publiés sous la direction de Marie-Thérèse Bitsch, Berne, Lang, 1996 (à paraître).

Staffelbach, Thomas, «Die Europa-Union, 1946–49», Etudes et sources (Berne) No. 18, 1992, p. 159–229.

Instrument de travail

‹Pan-Europe› (1923) et le mouvement paneuropéen: Richard N. de Coudenhove-Kalergi entre l'Empire d'Autriche-Hongrie et une Europe gaullienne. Guide de recherche, Genève, Fondation Archives Européennes, 1994, 53 p.